

[Législatives 2024] La France sur la nouvelle scène européenne

La dissolution de l'Assemblée nationale est une décision politique ambivalente vis-à-vis de l'Europe : d'une part, elle tire des conséquences nationales d'un scrutin européen, et donc réhausse l'importance de l'élection et de ses résultats sur la scène politique hexagonale ; d'autre part, elle fragilise la France sur la scène européenne par l'instabilité politique qu'elle entraîne et par la possibilité qu'elle ouvre d'une prise de responsabilités politiques par des formations politiques hostiles au projet européen.

Dans cette première série d'analyses de l'Institut Montaigne, en complément de nos chiffrages, nous vous proposons quatre décryptages portant sur l'agenda européen des prochaines semaines, la stratégie du Rassemblement National à l'égard de l'Europe, le positionnement futur de la France dans l'UE et la perception de la situation politique hexagonale par nos voisins.

1. Européennes, législatives : les élections et la dissolution vues d'ailleurs

Bernard Chappedelaine

2. Et l'Europe continue de tourner

Blanche Leridon

3. Mise en oeuvre des propositions du RN : quelles répercussions pour l'Europe ?

Mathieu Duchâtel

4. Pacte vert, énergie : une France faible dans une Europe allemande ?

Joseph Dellatte

Bernard Chappedelaine Ancien conseiller des Affaires étrangères

I. Européennes, législatives : les élections et la dissolution vues d'ailleurs

Quels sont les motifs de la dissolution de l'Assemblée nationale ? Quels rapprochements peuvent être établis entre les situations française et allemande, où les majorités ont toutes deux essuyé une sévère défaite le 9 juin ? Dans cet affaiblissement du tandem franco-allemand, Giorgia Meloni va-t-elle encore monter en puissance ? Comment pourraient évoluer les positions à l'égard de la Russie et de l'Ukraine et comment les analystes perçoivent-ils les possibles évolutions de la situation économique ?
Bernard Chappedelaine analyse les résultats des élections européennes et la perception de la dissolution au prisme de l'étranger.

"Une défaite cuisante pour le Président français": comme toute la presse internationale, l'agence DPA constate l'échec sévère subi par le parti "Renaissance" le 9 juin, à l'élection du Parlement européen. Ce revers, observe le Washington Post, s'inscrit dans le contexte d'une montée des partis populistes et anti-immigration sur le continent européen. Il est vrai aussi, relève la LSE sur son blog, que les élections européennes connaissent traditionnellement une faible participation et revêtent un caractère protestataire, les électeurs utilisant leur vote pour sanctionner leur gouvernement. Les motivations des citoyens européens sont largement similaires, estime die Welt : on y retrouve la crainte des conséquences d'une immigration de masse en provenance de pays musulmans, la peur du déclin économique et de la montée de la criminalité, le souhait de mesures protectionnistes pour répondre à ces défis globaux, préoccupations auxquelles le quotidien ajoute une mauvaise compréhension de l'importance du rôle que joue actuellement l'Ukraine pour défendre la liberté de l'Europe face à la Russie. A l'issue de ce scrutin, la situation politique au sein de l'UE est contrastée. Dans certains États-membres, les partis illibéraux perdent du

terrain, par exemple en Pologne et en Hongrie. Globalement, le glissement à droite dans la composition de l'organe législatif européen est limité, les groupes centraux (PPE, S&D), dont la coopération est déterminante pour faire adopter les textes, conservent pour l'essentiel leurs positions. Le Parti populaire européen, le groupe des Socialistes et Démocrates et les Libéraux de "Renew"-disposent toujours d'une majorité nette (plus de 400 sièges sur 720), souligne une étude du Center for european reform (CER). Dans les grands pays fondateurs de la construction européenne (Allemagne, France, Italie), les partis d'extrême-droite réalisent toutefois de bons scores au détriment des libéraux et des écologistes, relève une note de Chatham house, autre *think-tank* britannique.

Un pari risqué de la part d'Emmanuel Macron

Jamais auparavant, le résultat d'une élection européenne n'avait eu autant d'impact sur la politique nationale d'un État-membre, note le Tagesspiegel, à propos de la décision "sans précédent" du Président Macron,

annoncée le soir même du scrutin, de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Cette initiative rappelle à *Politico* la tentative de David Cameron de réduire au silence son aile eurosceptique en proposant en 2013 l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, qui aboutit en 2016 au Brexit. **Il n'est pas exclu que le portrait d'Emmanuel Macron prenne place dans la "galerie des ancêtres" des dirigeants politiques qui "se sont tirés une balle dans le pied", voire qui se sont fait "hara-kiri"**, note *der Standard*. Les commentateurs sont en effet unanimes à considérer que la "prise de risque" du président de la République, qualifiée de "coup de poker" par le *Tagesspiegel*, constitue un "énorme pari", comme l'écrit le *Guardian*. **Emmanuel Macron veut une clarification de la situation politique, geste "courageux", mais aussi "aventureux"**, le journal berlinois juge peu probable que les électeurs accordent au parti présidentiel une majorité confortable, et il n'exclut pas, dans le pire scénario, sa démission et des élections présidentielles anticipées. Le CER se veut plus optimiste sur les perspectives électorales du parti présidentiel. Emmanuel Macron était frustré par le *statu quo* et l'incapacité de son gouvernement minoritaire à faire adopter des textes législatifs, expliquent les auteurs de l'étude. Certes, le parti "Renaissance" a subi une défaite, mais seulement un électeur sur deux a voté le 9 juin, pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait d'adresser un avertissement au gouvernement. La participation devrait être nettement plus élevée aux élections législatives et l'enjeu sera plus important, car leur résultat aura un impact direct sur la vie des électeurs.

Il n'en reste pas moins que, selon le *Spectator*, "Macron a pris un risque immense", car, depuis les élections législatives de 2022, qui ont fait du "Rassemblement National" le deuxième parti après "Renaissance", l'audience du RN n'a fait que croître. La popularité d'Emmanuel Macron est en baisse constante et le "front républicain", qui a empêché jusqu'à présent l'arrivée au pouvoir de M. Le Pen, a presque disparu, observe le *Guardian*. La situation actuelle ne laisse pas

d'être paradoxale, observe le *Merkur*. En 2017, l'ambition affichée d'Emmanuel Macron était "d'entrer dans les manuels d'histoire comme celui qui a empêché l'ascension de M. Le Pen et son parti", or il risque aujourd'hui de leur servir de tremplin. Le RN s'est servi des problèmes migratoires et de la guerre en Ukraine pour attiser les craintes des Français, estime la *Wirtschaftswoche*. **Quand Emmanuel Macron parle de l'envoi de troupes sur le sol ukrainien et de frappes en territoire russe, il inquiète non seulement le chancelier Scholz, mais également sa population, lasse des opérations extérieures en Afrique, et qui redoute d'être entraînée dans la guerre en Ukraine, ce qui alimente le vote en faveur du RN**, affirme l'hebdomadaire économique. Si le président de la République est conduit à nommer Jordan Bardella premier ministre, il escompte sans doute que le RN sera décrédibilisé après deux ans et demi au gouvernement, avance le *Guardian*. C'est aussi le calcul que prête *Stern* à Emmanuel Macron. Ses prérogatives seront sans doute restreintes en cas de cohabitation, mais un gouvernement dirigé par le RN ne pourra plus se contenter de s'opposer et de faire des promesses, il devra, pour la première fois, produire des résultats concrets. De plus, une bonne partie de son programme n'est pas réaliste et certaines propositions ne sont pas conformes à la constitution, remarque l'hebdomadaire allemand. Si le Président reste en place jusqu'en 2027, il devra composer avec un gouvernement et une majorité parlementaire qui ont fait campagne contre ses réformes du marché du travail, qui sont à l'opposé de ses convictions en faveur d'une UE forte et unie et qui se montrent hostiles à ses initiatives pour venir en aide à l'Ukraine face à l'agression russe.

L'affaiblissement du duo franco-allemand

Le paradoxe est que la mise en garde d'Emmanuel Macron ("l'Europe peut mourir") n'a pas eu beaucoup d'effet dans son propre pays, constate le *Handelsblatt*. Alors qu'il revendique un *leadership* sur la scène européenne, sur le plan interne, il est sous une pression croissante. Les populistes sont loin de disposer d'une majorité au Parle-

ment européen, mais la voix de la France est affaiblie par le revers subi par Emmanuel Macron et par la faiblesse numérique des délégations ("*Désir d'Europe*", Verts, LR) qui vont la représenter à Strasbourg, alors qu'au contraire l'influence du groupe ID, qui rassemble une partie des élus d'extrême-droite, va augmenter grâce à l'élection de nombreux députés du RN, note une étude de la *Konrad Adenauer Stiftung* (KAS), inquiète de voir les trois grands pays fondateurs de la construction européenne être gagnés par l'euroscepticisme. Le renforcement de ce courant hostile à l'UE et l'incapacité de partis comme "*Les Républicains*" à résister de manière crédible à cette pression d'extrême-droite et à se comporter comme des formations responsables ne va pas faciliter la coopération avec la France, estime la KAS, proche de la CDU. **Les adversaires de l'UE ne vont pas manquer d'utiliser cette situation pour présenter le Parlement européen comme une institution, dominée par l'Allemagne, qui néglige les intérêts français.** Dans ce contexte, la décision d'E. Macron provoque un "*tremblement de terre politique non seulement en France, mais dans toute l'Europe*", s'inquiète *Vorwärts*. Le résultat des élections législatives en France, en cas de victoire de M. Le Pen, pourrait créer **"une onde de choc à travers l'UE, comme on n'en a pas connu depuis le Brexit"**, écrit aussi la *FAZ*. Certes, une évolution "*à l'italienne*" n'est pas exclue, ajoute le quotidien de Francfort, mais, **à la différence de Giorgia Meloni, en France, M. Le Pen ne semble pas vouloir faire preuve de flexibilité ni être désireuse de rechercher des compromis.** Plus que le Parlement, c'est le Conseil qui pourrait être le lieu de blocage et d'instabilité, soulignent le CER et la *FAZ*.

Le résultat de l'élection du Parlement européen peut apparaître comme un "non-événement" dans la mesure où le pouvoir demeure pour l'essentiel au centre et que les gains de l'extrême-droite sont limités, impression fallacieuse, selon *The Spectator*, cette stabilité ne doit pas dissimuler "l'affaiblissement dramatique des deux principaux moteurs de toute la politique européenne : Berlin et Paris". À l'issue de l'élection des 6

et 9 juin, le projet européen apparaît plus fragile qu'il ne l'a été depuis une décennie, en raison des gains importants réalisés par l'extrême-droite et les partis eurosceptiques en France et en Allemagne, ses deux piliers, relève Mariam Lau, interrogée par le *Guardian*. La coalition au pouvoir à Berlin subit en effet, note la journaliste allemande, une "*défaite écrasante*", aucun gouvernement, ces dernières années, n'a été aussi impopulaire, et dimanche, dès l'annonce des résultats, on a entendu les premiers appels invitant Olaf Scholz à suivre l'exemple d'Emmanuel Macron et à organiser un vote de confiance au Bundestag, scénario très peu probable, souligne Mariam Lau, qui estime néanmoins que le cœur de l'Europe apparaît décidément bien fragile. **Or, après leurs revers électoraux, un leadership est attendu de la part de la France et de l'Allemagne pour affronter les menaces que représentent pour l'UE l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'urgence climatique, le retard économique pris vis-à-vis des États-Unis et de la Chine,** estime aussi Rosa Balfour dans les colonnes du quotidien britannique. Après le *discours* prononcé par Emmanuel Macron de la Sorbonne et sa *visite d'État en Allemagne*, la fondation Konrad Adenauer appelle le tandem franco-allemand à traduire en initiatives concrètes les idées émises et à adopter une approche et une stratégie communes, en particulier en matière de défense et de sécurité, de compétitivité et d'innovation, de réformes internes et d'élargissement. Pour ne pas laisser le champ libre aux ennemis de l'UE et de la coopération franco-allemande, souligne la KAS, une action urgente est nécessaire. Le désaveu subi par la coalition berlinoise nécessiterait un retour aux urnes, hypothèse peu probable, compte tenu de la culture politique allemande, pense également *The Spectator* avec le risque que, jusqu'aux prochaines élections législatives fédérales prévues à l'automne 2025, Olaf Scholz se transforme en "*canard boiteux*" sans ambitions et sans initiatives dans l'ère nouvelle qui émerge, dans laquelle c'est le *hard power* qui importe. "*Six canards boiteux et Giorgia Meloni*", c'est ainsi que *Politico* présente les participants au sommet du G7, réuni à la mi-juin à Borgo Egnazia sous présidence italienne.

Le "moment Meloni" ?

Emmanuel Macron a toujours fait preuve d'une extraordinaire confiance en soi, mais actuellement celle-ci se transforme visiblement en hybris, affirme Timothy Garton Ash à propos du "*pari considérable*" que constitue la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais, l'historien britannique constate aussi que **la situation est "à peine moins préoccupante en Allemagne" où Olaf Scholz et les Sociaux-démocrates sont, d'après lui, tentés par une politique d'apaisement à l'égard de la Russie. L'Ukraine pourrait être la première victime de ce changement, alors qu'elle risque la défaite, qu'une victoire de Donald Trump dans quelques mois réduirait le soutien accordé par Washington à Kiev et diviserait sans doute les États membres de l'UE.** Le résultat des élections européennes en France affaiblit en particulier Emmanuel Macron, devenu peut-être le partisan le plus engagé d'un soutien accéléré à l'Ukraine, note le *Merkur*. **Compte tenu de leurs difficultés internes, il est difficile d'imaginer que Macron ou Scholz se montrent plus audacieux ces prochains mois dans leur position vis-à-vis de l'Ukraine,** avance aussi *The Spectator*, qui rappelle qu'un sommet de l'OTAN se tiendra dans moins de deux semaines à Washington. Malgré les prérogatives que la constitution reconnaît au président de la République en matière de politique étrangère et de défense, la marge de manœuvre d'Emmanuel Macron dans ces domaines sera limitée s'il n'obtient pas une majorité parlementaire. L'hebdomadaire britannique prête à Olaf Scholz, tenté de se présenter comme le "*Chancelier de la paix*", l'intention de se préparer à une victoire de Donald Trump et à une partition de l'Ukraine, perspective que refuse Emmanuel Macron, mais qu'il aura des difficultés à écarter, en particulier s'il doit cohabiter avec un gouvernement dominé par le RN. Christian Mölling souscrit largement à cette analyse, les partenaires de la France pourraient compenser l'assistance matérielle qu'elle fournit, mais Emmanuel Macron, qui a révisé son jugement sur Vladimir Poutine, est devenu un soutien actif de l'Ukraine,

il lance des débats ("*OTAN en état de mort cérébrale*", envoi de troupes en Ukraine, etc...) et contraint ses partenaires à se positionner. **L'UE a besoin de la France, qui joue le rôle de "boîte à idées", comme de l'Allemagne, qui conserve sa "mentalité d'épicier" ("Krämerseele"),** explique l'expert de la DGAP.

"*C'est le moment Meloni*", car tous les autres chefs d'État et de gouvernement de ce club occidental sont affaiblis, observe Ivo Daalder, ancien ambassadeur des États-Unis à l'OTAN. Le bon résultat de la liste *Fratelli d'Italia* que conduisait G. Meloni à l'élection européenne contraste avec les revers électoraux d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz et renforce sa main à Bruxelles, écrit aussi le *Financial Times*. La première ministre a exprimé sa fierté face à ce "*résultat sensationnel*" qui permettra à l'Italie de jouer un "*rôle fondamental*" dans les négociations européennes à venir, à commencer par l'attribution des principaux postes au sein de l'UE. Sa voix aura aussi plus de poids lors des débats sur l'immigration illégale et le green deal, estime le *Washington Post*. **Depuis qu'elle est à la tête du gouvernement italien, Giorgia Meloni ne veut plus quitter l'UE, elle veut la contrôler,** remarque *Foreign Policy*, elle manifeste un fort atlantisme et un attachement à l'OTAN, déploie ses bons offices pour convaincre Viktor Orban d'accepter l'aide européenne à l'Ukraine. La *FAZ* salue la performance d'une Giorgia Meloni, actuellement "*au septième ciel*", qui gère avec habileté sa coalition, qu'elle a pu inscrire dans la durée, et qui, tout comme Angela Merkel (la "*Mädchen*" d'Helmut Kohl), a été sous-estimée. Le quotidien de Francfort doute cependant qu'elle puisse placer l'Italie à l'avant-garde des puissances européennes et faire de son pays un modèle d'avenir : "*la stabilité politique est une chose, l'ambition réformatrice est autre chose*". Or, écrit la *FAZ*, **Giorgia Meloni veut éviter les conflits et "le courage de réformer lui fait défaut". Parmi les membres du G7, l'Italie était en 2023 l'État le plus endetté (137 % du PIB), le pays qui a le déficit le plus important (7,4 % du PIB).** Exemple des problèmes socio-économiques

du pays, alors que des dizaines de milliers de jeunes Italiens quittent chaque année leur pays, les immigrés qui comblent le déficit de main d'œuvre sont mal intégrés, note le quotidien allemand.

Moscou se réjouit des revers électoraux d'E. Macron et d'O. Scholz tout en restant prudent

"La poussée de l'extrême droite en France et en Allemagne est un cadeau pour Vladimir Poutine", qui ne pourra être que "ravi par les nouvelles turbulences politiques de l'Europe", titre le *Washington Post*. Effectivement, note [Alexandr Braterski](#), la classe politique russe a accueilli avec une évidente satisfaction les mauvais scores obtenus par les partis au pouvoir à Berlin et à Paris. Les présidents des deux chambres du Parlement se sont ouvertement réjouis des revers subis par Emmanuel Macron, "*la honte de l'Europe*" - comme le qualifie Viatcheslav Volodine - et par Olaf Scholz, qui ont tous deux "*lamentablement échoué*", et qui tentent de "*s'accrocher au pouvoir*", alors qu'ils devraient "*cesser de se moquer de leur peuple*", tirer les conséquences de leur échec et démissionner, selon le Président de la Douma. En Allemagne, remarque-t-il, le SPD a obtenu "*le plus mauvais résultat de toute son histoire*". La "*cuisante défaite*" d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz est méritée pour [Valentina Matvienko](#), la présidente de la chambre haute, elle confirme "*l'inconsistance des responsables politiques nationaux et européens*", qui ne pouvaient s'attendre à rien d'autre, puisque, "*des années durant, ils ont ignoré les attentes réelles de leur population et de leur société*" pour se "*mettre à la remorque de Washington, exécuter ses ordres, renoncer à leur souveraineté*". "*Il semble que le dangereux virus de l'illégitimité commence à se répandre sur le continent européen*", n'hésite pas à affirmer Valentina Matvienko. **Politologue russe parmi les plus réputés, Fiodor Loukjanov explique la décision du président de la République de dissoudre le Parlement par la nécessité de trancher sur le fond les questions qui préoccupent "non pas l'élite du pays mais la masse de la**

population". "*Esprit vif aux opinions élastiques, capable d'aller dans toutes les directions*", Emmanuel Macron était la "*réponse d'un establishment français, confronté à la perspective de l'arrivée au pouvoir d'alternatives politiques non souhaitables*", il incarnait seulement "*l'imitation du changement*". En Allemagne, le scrutin européen donne une image peu flatteuse du gouvernement Scholz, devancé non seulement par la CDU/CSU, mais aussi par l'AfD, victime, selon lui, d'une "*campagne agressive*". Si l'équilibre des forces politiques au sein de l'UE est peu modifié, certains pays-clé, la France en premier lieu, connaissent des bouleversements, très désagréables pour l'*establishment*, conclut Fiodor Loukjanov.

Les échecs électoraux des formations pro-gouvernementales à Berlin et à Paris ont des causes différentes, juge Alexandr Braterski. La défaite d'Emmanuel Macron s'explique par une lassitude générale de l'électorat vis-à-vis de leur Président, tandis que la coalition allemande est critiquée pour ses échecs économiques. La "*locomotive*" de l'UE est en effet sérieusement affectée par la hausse des prix de l'énergie, une inflation élevée et par la défiance des acteurs économiques. "*Les formations qui ont recueilli plus de voix que les partis de Macron et de Scholz ne sont pas des partisans de la Russie, ce sont des gens qui défendent la souveraineté de leur pays*", avance pour sa part [Marat Bachirov](#). Les électeurs ont sanctionné la politique économique mise en œuvre à Berlin et à Paris, affirme le politologue, qui prend pour exemple la délocalisation par BASF d'une partie de ses activités en Turquie et aux États-Unis. **Une autre raison de l'échec électoral d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz c'est, d'après Marat Bachirov, leur "politique agressive dans le conflit ukrainien"**. Les dirigeants français et allemands "*ne cessent de relever la mise, ils obligent les Français à envoyer leurs armes pour attaquer notre territoire*". Il serait inexact de considérer l'implication de leur pays en Ukraine comme la seule raison de leurs déboires, mais, observe Fiodor Loukjanov, le Président français a fait de l'Ukraine un de ses thèmes de campagne, afin de détourner l'attention

de la situation interne et il est probable, selon le politologue, que "l'activisme guerrier" dont a fait preuve Emmanuel Macron, quand il évoque par exemple la possibilité du déploiement de troupes au sol, a inquiété l'opinion. En Allemagne, remarque encore Fiodor Loukjanov, la question des livraisons d'armes donne lieu à des controverses permanentes, le Chancelier se voit reprocher d'être trop timoré. **Le résultat, admet-il, est ambigu, la CDU/CSU, qui compte de "vrais faucons", arrive en tête, tandis que l'AfD, hostile à la fourniture d'armes à Kiev, est en deuxième position.**

L'opinion allemande n'apprécie guère le coût de l'aide à l'Ukraine, estime Nikolaï Topornine, enseignant au MGIMO, qui ne s'attend pas cependant à des élections anticipées en Allemagne. À Strasbourg et à Bruxelles, "il ne faut pas du tout escompter un changement d'orientation du Parlement européen à l'égard de la Russie. Il ne faut nourrir aucune illusion. **Le "centre" politique va continuer à déterminer la politique de l'UE au cours des cinq prochaines années**", estime cet expert. Ces dernières années, le Kremlin a misé activement sur les partis nationalistes de droite et sur les "eurosceptiques", dont les dirigeants ont été reçus au plus haut niveau à Moscou, rappelle Alexandr Braterski. De leur côté, rappelle-t-il, de nombreux responsables nationalistes ont exprimé leur sympathie au Président Poutine, mais ce soutien a pratiquement été réduit à néant après le début de "l'opération militaire spéciale": beaucoup de dirigeants eurosceptiques, à l'instar de M. Le Pen, ayant condamné l'action militaire de la Russie en Ukraine. **Une partie de la mouvance ultra-nationaliste est hostile à l'assistance militaire à Kiev et aux sanctions en vigueur contre la Russie mais, au sein du groupe politique conservateur du Parlement européen, certains partis comme Fratelli d'Italia et le PiS y sont en revanche favorables**, relève l'agence russe RBK. C'est sans doute pourquoi, Ekaterina Entina, autre spécialiste des affaires européennes, opère **une distinction au sein de la mouvance eurosceptique, elle prend en compte l'affirmation d'un cou-**

rant d'"europeanistes", qui se distingue de ceux qui, il y a une décennie, se déclaraient hostiles à l'UE.

Les interrogations sur la politique financière du prochain gouvernement français

A moins de deux semaines du premier tour des élections législatives en France, les perspectives économiques et financières de la France retiennent l'attention des observateurs étrangers. Sans beaucoup de publicité, le premier ministre grec K. Mitsotakis a annoncé récemment qu'il avait l'intention de rembourser par anticipation un prêt d'urgence de 8 milliards € contracté lors de la crise de la zone euro, rapporte le *Financial Times*. C'est la "bonne nouvelle", la mauvaise nouvelle, selon le journal, est qu'en mai Standard&Poor a dégradé la note de la dette souveraine de la France, décision à laquelle les marchés n'ont pas réagi, jusqu'à ce qu'Emmanuel Macron décide de convoquer de nouvelles élections, alors que, dans le même temps, les tractations en Allemagne pour parvenir à un accord sur le prochain budget n'ont toujours pas abouti, observe le quotidien britannique. **Un nouveau risque surgit pour l'économie mondiale et il provient cette fois du cœur de l'Europe, s'inquiète Axios. La crise financière grecque ou un gouvernement d'extrême-droite en Hongrie ont une portée bien différente de l'arrivée au pouvoir dans un grand pays - si essentiel pour l'UE - d'un parti eurosceptique**, observe le site d'information. Le scénario-cauchemar redouté rappelle à certains investisseurs celui enclenché par Liz Truss en 2022, qui avait conduit rapidement à sa chute spectaculaire.

Le FT s'inquiète des "fantaisies économiques de l'extrême droite et de l'extrême gauche", qui pourraient faire exploser le déficit budgétaire et la dette, conduire à une confrontation avec l'UE avec des conséquences négatives pour la zone euro. Malgré les résultats obtenus par Emmanuel Macron, en matière d'emploi et d'at-

tractivité, et en dépit de la réforme des retraites, son bilan, s'agissant des finances publiques, est mitigé, estime le quotidien économique, le déficit budgétaire a atteint 5,5 % du PIB l'an dernier et la dette publique s'élève à 110 % du PIB. La France peut difficilement se permettre le "*dangereux mix*" de mesures concoctées par le RN et par le nouveau Front populaire. Le RN se situe en tête des intentions de vote, Jordan Bardella adopte un ton pragmatique, **il reste toutefois difficile de savoir ce que, le cas échéant, le gouvernement qu'il dirigerait retiendra des propositions contenues dans le programme**

de Marine Le Pen en 2022 qui, selon le chiffrage de l'Institut Montaigne, rappelle le FT, auraient creusé le déficit de plus de 100 milliards €. Malgré la dégradation de la note française et l'accroissement de l'écart ("*spread*") entre les rendements des obligations françaises et allemandes, qui a atteint son plus haut niveau depuis 2012, **la dette française reste à ce jour très demandée. Néanmoins, estime le FT, beaucoup en France n'ont pas conscience des risques auxquels leur pays fait face aujourd'hui.**

Blanche Leridon Directrice éditoriale

II. Et l'Europe continue de tourner

L'annonce du résultat des élections législatives européennes s'est doublée de celle de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron. Quelles répercussions européennes auront les résultats français et comment s'inscrivent-ils dans la dynamique des autres États-membres ? Quels sont les enjeux politiques et partisans de la dissolution, à l'échelle de l'Hexagone mais aussi de l'Union européenne ? Qui sont les États et les partis gagnants, et les perdants ? Analyse de Blanche Leridon.

L'annonce de la dissolution par le président de la République a en grande partie éclipsé les sujets européens du débat public national. Les résultats du 9 juin ont pourtant ouvert une nouvelle séquence déterminante pour l'avenir de l'UE, qui se prolongera jusqu'à l'automne avec la nomination de la nouvelle Commission. La législature 2024-2029 se joue, dans ses équilibres politiques et ses grandes orientations stratégiques, dans les semaines qui viennent. Quelle que soit l'issue des législatives des 30 juin et 7 juillet, la France doit jouer sa part dans cette dynamique si elle souhaite conserver son influence en Europe.

Ne pas transposer les résultats nationaux à l'échelle européenne

Premier élément de bilan à retenir des élections du 9 juin, les résultats hexagonaux ne sont pas le décalque exact des tendances européennes, loin de là. Face à la séquence de grande instabilité politique qui s'est ouverte en France dimanche dernier, le Parlement européen devrait conserver, de son côté, ses principaux équilibres. La grande coalition autour du Parti Populaire Européen (PPE), des Socialistes et Démocrates (S&D) et de Renew se maintient, avec 190 eurodéputés pour le PPE (+14

sièges), 136 eurodéputés pour S&D (-3 sièges), tandis que Renew, le groupe "pivot" de cette coalition, perd 22 sièges mais conserve sa troisième place, avec 80 députés. Avec 406 eurodéputés dans un hémicycle qui en contient désormais 720, la coalition, bien qu'affaiblie sur son flanc gauche, conserve sa majorité. Le PPE pourrait même gonfler ses rangs des sept eurodéputés du nouveau parti d'opposition hongrois, Tisza, candidat à l'entrée dans le groupe qui fut longtemps celui d'Orban.

Ce maintien devrait permettre aux trois groupes, et en particulier à un PPE triomphant, d'avancer rapidement sur l'agenda 2024-2029. Celui-ci est structuré autour de quatre priorités : le renforcement de la défense, de la compétitivité et de l'industrie européennes ; la mise en œuvre du Pacte vert ; la gestion des questions migratoires et le respect de l'État de droit. Sur la défense, les eurodéputés statueront notamment sur la proposition de la Commission relative à un programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP), dont l'objectif affiché est de soutenir la production d'équipements "made in Europe". Sur l'industrie et la compétitivité, plusieurs initiatives en faveur de la réindustrialisation du continent, la lutte contre la concurrence déloyale et la protection des consommateurs seront inscrites à l'ordre du jour. La

Commission a d'ores et déjà annoncé, dans un communiqué daté du 12 juin, l'augmentation des droits de douane sur les véhicules électriques chinois (de 10 %, ils pourront augmenter jusqu'à 38,1 % pour certains fabricants). S'agissant du Pacte vert et du Pacte asile et immigration, nous entrons, après les phases de négociations et d'adoption, aux phases plus délicates encore de mise en œuvre, alors que les deux textes font l'objet de nombreuses critiques (voir en particulier, sur le Pacte vert, l'article "La France faible dans une Europe allemande"). Sur l'État de droit enfin, il s'agira de le renforcer à la fois au sein des États membres, comme en Hongrie qui est toujours visée par des poursuites, mais aussi de le développer dans les pays candidats à l'élargissement, sujet également prioritaire pour la prochaine législature.

Une progression des nationaux-populistes moins importante qu'anticipée

Deuxième élément de bilan : **la progression des partis nationaux-populistes en Europe, que certains annonçaient comme une déferlante, est moins importante qu'anticipée.** Loin d'en minimiser l'étendue ni l'impact potentiel, les scores obtenus par ces partis sont en-deçà de ceux anticipés par les sondages qui prédisaient, dans leur majorité, une extrême-droite victorieuse dans neuf pays de l'UE sur 27. **Ils arrivent finalement en tête dans quatre États membres : la France, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie** (à noter que l'extrême droite du **Vlaams Belang** est également arrivée **en tête en Belgique néerlandophone**). Et c'est la France qui enverra à Strasbourg le plus gros contingent de députés eurosceptiques, si l'on additionne les 30 eurodéputés du RN et les cinq de Reconquête.

En Italie, le parti de Giorgia Meloni - qui était elle-même tête de liste pour l'élection - arrive premier, multipliant par quatre son score de 2019, et obtenant 24 sièges et 28,8 % des voix, devant le Parti Démocrate (21 sièges, 24,1 % des voix) et loin devant la Ligue de Matteo

Salvini, qui perd 14 sièges, avec 9 % des voix seulement. La victoire de Meloni est d'autant plus intéressante qu'elle vient conforter son mandat national, obtenant d'ailleurs un score supérieur à celui qu'elle avait obtenu lors des législatives de 2022. L'élection européenne, contrairement aux exemples français et allemand, vient donc renforcer la dirigeante italienne dans son pays et au sein de sa propre coalition (notons toutefois que cela ne se traduit pas par une augmentation massive du nombre de sièges, puisque les "pertes" de la Ligue de Salvini sont compensées par les "gains" du parti de Giorgia Meloni).

En Autriche, le parti de la liberté (FPÖ) réalise une percée historique et arrive en tête avec 25,4 % des voix. Enfin, **en Belgique, l'extrême droite néerlandophone Vlaams Belang est aussi gagnante avec 14,5 % des voix.**

En Allemagne, alors que l'AfD était crédité de plus 20 % des voix fin 2023, le parti a réalisé un score de 15,9 %, ce qui lui permet tout de même d'obtenir 15 sièges et d'arriver loin derrière la CDU CSU, qui remporte 29 sièges et 30 % des voix, avec une partition très nette entre l'Est et l'Ouest comme l'ont mis en évidence des travaux de cartographie éclairants à ce sujet. La campagne de la tête de liste de l'AfD Maximilian Krah avait été émaillée de nombreuses polémiques (scandale du plan de remigration ou déclarations sur les SS qui ne devraient pas être vus "automatiquement comme des criminels"). La stratégie volontairement extrémiste et clivante du parti, à rebours de la normalisation du parti de Marine Le Pen, semble donc contre-productive et a mené à son exclusion du groupe Identité et Démocratie. Il a par ailleurs été annoncé, dès le lendemain du scrutin, que M. Krah ne siégerait pas au sein du nouveau Parlement.

En Pologne, le parti Droit et justice (PiS), allié historique de Viktor Orbán, a perdu dix points par rapport à 2019. En Slovaquie, l'opposition libérale est en tête alors qu'on s'attendait à la victoire du parti national-populiste SMER de Robert Fico, lui aussi grand allié de Viktor Orbán. **Aux Pays-Bas, si le Parti pour la liberté de Geert**

Wilders réalise une percée par rapport à 2019 avec 17 % des voix, il n'est pas non plus en tête. En Hongrie, le Fidesz est en tête mais recule par rapport à 2019 (45 % contre près de 53 % lors des précédentes élections européennes), au profit de la nouvelle figure de proue de l'opposition, l'ancien membre du Fidesz Péter Magyar, qui remporte 30 % des voix et pourrait siéger au sein du PPE. La guerre en Ukraine et la menace de la Russie expliquent sans doute en partie le recul, ou le plafonnement, de l'extrême-droite dans certains pays à l'Est.

Plusieurs grands pays fondateurs de l'Union voient donc la consécration de l'ascension entamée par les nationaux-populistes mais le **raz-de-marée annoncé n'a pas eu lieu**. Précisons par ailleurs que ces partis ne siègent pas - en tout cas ne siégeaient pas durant la législature précédente - au sein du même groupe politique. Le parti de Meloni, le PiS polonais, Vox en Espagne ou Reconquête en France siègent au sein du groupe CRE, qui devrait rester le 4^{ème} groupe du Parlement (et rêve de la troisième place, devant Renew), tandis que le RN, le FPÖ autrichien et la Ligue de Mateo Salvini siègent au sein du groupe ID, groupe présumé plus extrémiste et eurosceptique, à l'égard duquel l'ensemble des autres groupes politiques ont, jusqu'à présent, toujours appliqué un "cordon sanitaire" (ce qui signifie qu'on ne leur confie aucun poste à responsabilité, ni pour des présidences de groupes ni pour des postes de rapporteurs sur des textes structurants). **L'existence même de ce groupe est mise en péril avec l'exclusion de l'AfD**, puisque pour se constituer, un groupe doit regrouper 23 eurodéputés issus de 7 États membres au moins.

Deux grands "perdants" : Renew et les Verts

Les plus grands perdants de ces élections sont les Verts, qui n'obtiennent que 23 sièges, contre 71 en 2019 ; et Renew, avec 80 eurodéputés, contre 102 en 2019. **Les conséquences de la déroute écologiste, sans doute**

attribuable aux manifestations de colère agricole de cet hiver, pourraient se faire sentir lors de la poursuite des négociations du Pacte Vert, et en particulier sur la refonte de la PAC et les textes concernant les pesticides, abandonnés lors de la législature précédente.

Au-delà du prisme partisan, **ce sont les Allemands et les Français, deux pays moteurs de la construction européenne, qui sortent très affaiblis de ces législatives, alors que les majorités au pouvoir à Paris et à Berlin ont été désavouées par les urnes**. Ce sont les conservateurs de la CDU qui l'ont emporté avec 30 % des voix, alors que le parti social-démocrate menée par Olaf Scholz n'en a rassemblé que 14 %, soit l'une de ses plus grandes déroutes électorales, avec des conséquences que nous analysons en détail dans les autres papiers de cette note.

Une séquence déterminante s'ouvre pour la formation des groupes politiques et l'obtention des postes clés

Formation des groupes : une union des nationaux-populistes est-elle possible ?

Si le nouveau visage du Parlement européen est désormais connu, les groupes politiques doivent encore se former, avant la première session plénière du 16 juillet. Si peu d'évolutions sont à prévoir du côté des trois premiers partis PPE, S&D et Renew (à l'exception d'un éventuel élargissement du PPE), les groupes CRE et ID pourraient, quant à eux, évoluer. L'Institut Montaigne recensait dans une note parue début mai les tentatives de rapprochement opérées par les deux groupes, **et les échecs successifs dus à des divergences programmatiques nombreuses, liées notamment au soutien à l'Ukraine et à la proximité avec la Russie** de Vladimir Poutine. Les nouvelles discussions qui ne manqueront pas de s'ouvrir entre les deux groupes, porteront notamment sur la place des **non-inscrits**. Où siégeront les 11 eurodéputés du

Fidesz de Viktor Orban (auto-exclu du PPE depuis 2021) ? Les cinq élus du parti slovaque Smer-SD de Roberto Fico ? Ou encore les 15 eurodéputés de l'AfD, désormais comptabilisés parmi les non-inscrits ? L'éviction de leur leader controversé pourrait le ramener dans les bonnes grâces de ses alliés du RN.

S'agissant d'un **éventuel rapprochement entre Fratelli d'Italia et le Rassemblement National**, rapprochement qu'appelait de ses vœux le Premier ministre hongrois quelques jours avant l'élection, **il pourrait être favorisé par le renforcement de Marine Le Pen sur la scène politique nationale**. Si le RN obtenait la majorité lors des élections législatives anticipées de juillet prochain, l'union avec Fratelli d'Italia pourrait se concrétiser, Meloni percevant le RN comme un interlocuteur plus crédible et légitime - rappelons que le RN est membre d'un groupe ID "ostracisé" à ce jour par l'ensemble des autres formations politiques du Parlement européen. Ce renforcement pourra-t-il faire passer au second plan les inimitiés entre les deux partis et leurs divergences profondes sur le fond de certains dossiers (rapport à la Russie, OTAN, élargissement) ? Rien n'est moins sûr, et il semblerait que Meloni soit davantage tentée par un rapprochement avec le - bien plus fréquentable - PPE et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Enfin, une fois leurs groupes formés, les eurodéputés devront se répartir les rôles au sein du Parlement européen : président et coordinateurs de groupes, présidence de commissions, vice-présidence du PE... Un jeu d'influence déterminant pour peser sur les principaux textes de la législature à venir.

Les "top jobs": Commission, Conseil, présidence du Parlement

Après la formation des groupes politiques, qui aura lieu durant les prochains jours et dont les négociations sont déjà entamées, les États membres devront procéder à la répartition des postes clefs au sein de l'UE, les "top jobs". Quatre en particulier sont particulièrement scrutés :

la présidence de la Commission, celles du Conseil européen et du Parlement et le poste de haut représentant pour la politique étrangère. Après de premiers échanges informels lors du G7 en Italie des 13-15 juin, **les chefs d'État et de gouvernement se sont rencontrés en Conseil le 17 juin à Bruxelles, pour une première discussion officielle à ce sujet, non conclusive**. Le grand vainqueur de l'élection, le PPE, souhaite occuper une place plus importante encore au sein de l'UE, en obtenant notamment une partie de la présidence du Conseil. Lors du **prochain Conseil européen, les 27-28 juin, les chefs d'État européens espèrent trouver un accord définitif sur l'ensemble de ces "top jobs"**. À la manière d'un remaniement gouvernemental, ils chercheront un équilibre en matière de représentation géographique, femmes-hommes, et des différents partis européens, en tenant compte bien sûr des résultats de l'élection, comme le prévoient les traités. À ce stade, un consensus semble émerger autour de quatre postes : Ursula von der Leyen pour un deuxième mandat en tant que Présidente de la Commission européenne, l'ancien Premier ministre socialiste António Costa pour la présidence du Conseil européen (avec une bascule éventuelle, à mi-mandat, du côté du PPE), la Maltaise Roberta Metsola en tant que Présidente du Parlement européen, et l'Estonienne Kaja Kallas comme chef de la diplomatie européenne. Mais rien n'est encore joué à ce stade, et les discussions des 27 et 28 juin seront cruciales à cet effet.

Enfin, d'ici à l'automne, **les États membres proposeront leurs vingt-sept commissaires, qui seront auditionnés par le Parlement, et l'on élira le nouveau président/la nouvelle présidente de la Commission** (les traités précisent que les candidats à la tête de la Commission doivent être proposés par le Conseil européen/les 27 chefs d'État en "*tenant compte*" des résultats de l'élection : **la présidence devrait donc revenir au groupe PPE, ce qui semble aller dans la direction d'une reconduction d'Ursula Von der Leyen**). Toujours selon les traités, la nouvelle Commission doit entrer en fonction au plus tôt le 1^{er} novembre. Notons, s'agissant des commissaires, que

l'Ukraine sera particulièrement attentive à la nomination du Commissaire à l'élargissement et à la politique de voisinage.

Ajoutons à cela enfin que la présidence tournante de l'UE reviendra, à compter du 1^{er} juillet et pour 6 mois, à Viktor Orbán. Si la présidence tournante ne permet pas d'infléchir la marche de l'UE, la marque d'Orbán, dans un contexte de progression des partis nationaux-populistes et d'affaiblissement du couple franco-allemand, donnera nécessairement une coloration particulière, et délicate, aux premiers mois du nouveau paysage européen. Le choix de son slogan,

"*Make Europe great again*", qui l'inscrit dans une filiation trumpienne, est loin d'être neutre de ce point de vue.

Dans ce contexte d'intenses tractations, la **perte potentielle d'influence française dans les nominations aux postes clefs est préoccupante.** La France, doublement affaiblie par les résultats du scrutin européen et l'annonce concomitante de la dissolution, pourrait perdre son rang et Paris moins peser sur les équilibres en cours de formation. Les premiers mois donneront le ton d'une législature 2024-2027 aussi cruciale que périlleuse pour l'avenir de l'Europe. Ne l'oublions pas.

Mathieu Duchâtel Directeur des Études Internationales et Expert Résident

III.

Mise en œuvre des propositions du RN : quelles répercussions pour l'Europe ?

Politique énergétique, marché commun, immigration, pouvoirs respectifs de la Commission et des États membres, souverainetés nationale et européenne : quelles seraient les répercussions d'une mise en œuvre des propositions du Rassemblement National pour l'économie de la France et son influence en Europe ? Mathieu Duchâtel analyse le programme européen du RN.

Il n'est pas surprenant que le Rassemblement National n'ait pas daigné traduire en anglais sa "stratégie pour reprendre le contrôle" : il s'adresse aux électeurs français, et non à l'Europe. Alors que le RN pourrait gouverner la France et enverra 30 députés au Parlement européen, son programme pour l'UE mérite d'être pris au sérieux.

Il peut être résumé en quatre volets.

Une mobilisation émotionnelle

Tout d'abord, l'opposition à des tendances ou à des politiques qui n'existent pas, dans une recherche de mobilisation émotionnelle en tout point similaire à l'approche de la gauche radicale sur les mêmes thèmes. C'est le cas de l'opposition à la "marche forcée vers un super-État européen centralisé", le premier point mis en avant dans le programme. Le RN en donne pour exemple deux politiques européennes. **La Commission se serait arrogé des "compétences de santé avec la crise du COVID" et des "compétences militaires" en réaction à la guerre russo-ukrainienne.** De même sur le plan militaire, le RN s'oppose à la construction d'une armée européenne, et à la "dépossession de notre dissuasion nucléaire". Il serait donc temps de "transformer la Commission en un Secrétariat général du Conseil sans

pouvoir décisionnaire ni initiative législative".

Sur ces sujets de santé publique et de défense, la Commission européenne sortante a certes agi, mais avec le soutien des États membres sans lesquels elle ne peut rien faire – ceux-ci ont en réalité gardé le contrôle. Les contrats d'achats de vaccin contre le COVID-19 ont été signés au nom des États membres afin de bénéficier de la taille critique de l'UE dans les négociations avec les producteurs. En matière de défense, la Commission européenne, avec le Fonds européen de défense, la Facilité européenne pour la paix et les règlements plus récents (EDIRPA, qui récompense la coopération entre États membres, et ASAP, qui vise à stimuler la production de munitions), n'est en mesure que d'organiser des acquisitions conjointes afin de soutenir les industries d'armement des États membres. **Les évolutions les plus récentes, dans le contexte de la guerre en Ukraine, sont le résultat de la demande formelle des chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UE, réunis à Versailles en mars 2022, de proposer des initiatives afin de renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne.** On est très loin d'une armée de l'UE, encore plus loin d'un super-État fédéral, et très proche au contraire de l'Europe intergouvernementale que le RN appelle de ses vœux.

Des mesures qui réinventent la roue

Ensuite, et c'est la deuxième catégorie d'arguments, le RN propose la mise en œuvre de politiques publiques qui sont déjà en place. C'est le cas du développement de coopérations industrielles sur les "grands projets d'avenir" tels que le cloud européen, l'hydrogène, la voiture propre, l'intelligence artificielle ou encore la défense. C'est aussi le cas d'Erasmus, des coopérations scientifiques (sans mention d'Horizon Europe), et de la défense et de la promotion des valeurs européennes, qui rappelle la nomination (à l'époque un peu controversée) dans la Commission sortante d'un "Commissaire pour la protection de notre mode de vie européen".

Ces idées pour bâtir une "Europe des projets à la carte" réinventent la roue puisque l'UE, à l'exception du commerce extérieur, compétence exclusive de la Commission, ne fonctionne que de cette manière.

Il est à ce titre intéressant de souligner que le RN troque occasionnellement son souverainisme national pour des idées qui sont parfois vues comme relevant de ce "souverainisme européen" que le Parti agit par ailleurs comme épouvantail politique auprès d'électeurs qui souvent ne s'intéressent pas au fonctionnement des institutions européennes.

C'est par exemple le cas pour l'industrie d'armement, avec une politique visant à "privilégier l'acquisition d'armements européens" et la mise en place d'une "préférence européenne" afin de faciliter la production en Europe. C'est aussi le cas de la proposition visant à élargir les critères d'éligibilité aux aides d'État dans le cadre des Projets Importants d'Intérêt Commun Européen dans le domaine de l'IA.

C'est autour de cette tension entre préférence nationale et préférence européenne que se construisent les attaques du RN envers le marché unique européen et le commerce international – troisième catégorie de

son programme pour l'UE. Le RN se fait l'avocat du "juste échange", par opposition au libre-échange. Il demande un moratoire sur la négociation de nouveaux accords de libre-échange. Aujourd'hui, des négociations sont notamment en cours avec l'Inde et l'Indonésie. **Le RN feint de croire que la politique française est libre-échangiste, alors que les négociations avec l'Australie ont par exemple été bloquées par la France** (avec l'Irlande et la Pologne) du fait de la mise en danger de certaines filières agricoles, comme la viande en France. Il ignore aussi le sujet de la facilitation de l'accès français et européens aux matériaux critiques par le commerce extérieur, un enjeu de résilience de diversification stratégique pourtant clef pour les industriels européens.

La réforme de la politique énergétique

C'est toutefois sur la politique énergétique que le RN est le plus radical dans son approche souverainiste nationale. Le thème est lié à la fois au pouvoir d'achat des Français (il promet une baisse de 40 % du prix de l'électricité) et au décrochage de la croissance européenne par rapport à la croissance américaine, attribué surtout au coût de l'énergie. Le RN s'oppose à toute "ingérence européenne en matière de politique énergétique" et appelle à la "fin des règles absurdes du marché européen de l'énergie". Il estime qu'en s'en affranchissant, en s'appuyant surtout sur le nucléaire, sur le rejet de la libéralisation de l'hydroélectricité et sur une approche nationale des énergies renouvelables, la France retrouvera une compétitivité énergétique au sein de l'Europe.

Immigration et sécurité : un souverainisme national radical

En matière d'immigration et de sécurité intérieure, la marque de fabrique du RN depuis des décennies, le programme du RN, s'il était mis en œuvre, aboutirait à de fortes restrictions à la libre circulation des personnes au sein de l'UE, puisqu'elle ne s'appliquerait plus, au sein de l'espace Schengen, qu'aux ressortissants des

pays membres. Le rétablissement d'une frontière nationale française se doublerait d'une "frontière extérieure européenne" renforcée, en autorisant Frontex à renvoyer les migrants illégaux. L'expulsion des "clandestins, des islamistes et des délinquants étrangers", quoique présente dans ce programme aux élections européennes, semble une mesure proposée dans le cadre national. Pour la rendre possible, le RN propose un "référendum en France pour réaffirmer la primauté de la Constitution française sur les décisions des juges européens en matière d'immigration".

On le voit, le programme du RN pour l'UE mêle des éléments de mobilisation émotionnelle agitant le spectre d'un super-État fédéral, des mesures présentées comme de bon sens mais qui sont déjà en place, un souverainisme national radical dans les domaines de l'énergie et de l'immigration, et des idées de sou-

verainisme européen en rupture avec les origines idéologiques de ce mouvement.

Le RN pourra-t-il influencer le cours des politiques publiques européennes ? Son poids au Parlement sera négligeable. La majorité européenne est ailleurs et les députés RN sont par ailleurs parmi les plus absentéistes. En revanche, l'Europe pilotée par les gouvernements des États membres que le RN feint d'appeler de ses vœux pour rompre avec le fédéralisme est une réalité. Une rupture française avec les politiques européennes actuelles en matière d'immigration et d'énergie est donc possible si le RN entre au gouvernement. **La question est : à quel coût pour l'économie de la France, et son influence en Europe.**

Joseph Dellatte **Expert Résident - Climat, énergie et environnement**

IV. Pacte vert, énergie : une France faible dans une Europe allemande ?

Quelle place serait celle d'une France dirigée par le Rassemblement National au sein d'une Europe reconfigurée par les élections ? Quel avenir serait celui de projets cruciaux liés à la transition énergétique et à la décarbonation dans un contexte souverainiste et eurosceptique ? Joseph Dellatte analyse le rôle que l'Allemagne pourrait devoir assumer seule au sein de l'UE et les conséquences qui se profilent d'un moment "Brexit sans Frexit".

Les élections européennes en France et en Allemagne ont ouvert un nouvel épisode significatif dans l'histoire politique européenne. Ces deux pays, piliers économiques et démographiques de l'UE, ont vu leur gouvernement terriblement sanctionnés lors de ce scrutin. Ils se trouvent désormais dans une situation où leur capacité à donner une impulsion politique au sein de l'Union est mise à plat. Cela ouvre, d'abord, la possibilité à d'autres États membres et à la future Commission elle-même de peser davantage. Mais cette situation n'est peut-être que passagère...

Vers une politique française souverainiste ?

En France, les résultats des élections européennes ont eu pour la première fois une répercussion absolument monumentale sur la vie politique nationale : au vu des résultats, Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de convoquer des élections législatives qu'il est presque condamné à perdre.

Du chaos obscur provoqué par cette annonce pourrait émerger une potentielle coalition entre les forces d'ex-

trême droite nationalistes, populistes et anti-européennes, et une partie de la droite classique conservatrice. Cette alliance revêtirait tous les atours d'une coalition souverainiste avec des mesures comme la fin de la libre circulation en Europe pour les non-Européens, qui implique *de facto* le rétablissement des frontières nationales.

Si une telle coalition voit le jour, elle aura évidemment des répercussions importantes pour l'influence de la France en Europe. Cela aurait également une dimension historique, refermant la porte de plusieurs décennies de gouvernance du pays par des forces pro-européennes.

Le souverainisme est profondément enraciné dans l'histoire politique de la France, oscillant entre intégration européenne et repli national. Après la Seconde Guerre mondiale, Charles de Gaulle promeut un souverainisme fort, sceptique à l'idée de partager des compétences souveraines avec ses voisins, préférant une "Europe des Nations". Ce scepticisme se manifeste par le rejet de la Communauté européenne de défense en 1954 et le veto à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Par la suite, sous Giscard d'Estaing et Mitterrand, la France soutient majoritairement l'intégration européenne, bien que le Traité de Maastricht ne soit ratifié que de justesse

en 1992. Dans les années 2000, le souverainisme renaît, notamment avec le rejet du Traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005, à l'origine d'une fracture idéologique à gauche et à droite. L'ascension d'Emmanuel Macron en 2017 accentue cette division, consolidant l'essentiel des forces pro-européennes au sein d'un même mouvement et laissant les souverainistes dominer les principaux partis d'opposition de droite et de gauche.

Le souverainisme et l'euroscpticisme sont désormais des marques de fabrique du Rassemblement National et de La France insoumise. Le RN, par exemple, critique vigoureusement les institutions européennes et prône un renouveau de la souveraineté nationale face à ce qu'il perçoit comme une dilution des pouvoirs au niveau de l'Union. La proposition la plus caractéristique de cette idéologie est de vouloir instaurer la supériorité du droit français sur le droit européen, ce qui impliquerait un retrait de l'UE.

La France insoumise, de son côté, dénonce une incapacité à mener une véritable politique de gauche à cause des traités européens, principalement pour des raisons budgétaires et du fait d'une aversion profonde aux mécanismes de marché. Le parti propose ainsi "d'assumer la nécessaire confrontation avec les institutions européennes et d'instaurer un rapport de force" ainsi que d'utiliser la "désobéissance" aux traités pour arriver à ses fins.

Aujourd'hui, les deux seules alternatives politiques à un macronisme qui s'évapore, et les deux mouvements qui feront les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, sont soit de nature souverainiste et euroscptique (le RN), soit composées de factions euroscptiques (La France insoumise au sein d'une gauche unie).

Une configuration politique qui verrait le RN l'emporter (selon les sondages actuels, entre 220 et 270 sièges sur les 289 nécessaires) dans le cadre d'une alliance avec

une partie de la droite conservatrice (créditée de 30 à 40 sièges) pourrait mener à une France cherchant à bloquer ou à obstruer le fonctionnement des institutions européennes, avec des conséquences pour le reste de l'Europe. Surtout, cette réalité politique empêcherait la France de peser de son poids réel sur les affaires européennes : sur des dossiers cruciaux de l'agenda européen comme la politique de défense, la politique industrielle ou encore l'avenir du Pacte vert, elle pourrait même manquer le coche et ne plus avoir d'influence.

Le retour imminent de l'Allemagne ?

En Allemagne, la situation est marquée par une coalition gouvernementale aux abois. Le chancelier social-démocrate est rejeté (son parti récolte seulement 13,9 % des voix aux élections européennes, derrière l'extrême droite de l'AfD), sa coalition est criblée de divisions, et les autres partis de la coalition, les libéraux et les verts, sont également mis en très grande difficulté à la suite des élections européennes. En effet, les verts passent de 20,50 % des voix à 11,9 % et les libéraux sont à peine au-dessus des 5 % - le gouvernement dans son ensemble dépasse à peine les 30 %, soit à peine plus que la CDU-CSU seule.

Des élections générales sont néanmoins prévues avant octobre 2025 - certains appellent déjà à des élections anticipées, à l'image de ce qui se passe en France. Autrement dit, dans un an, l'Allemagne aura un nouveau gouvernement, quel que soit le scénario. La CDU, le parti conservateur démocrate-chrétien, vainqueur des élections européennes malgré un score important de l'extrême-droite à l'Est du pays, semble en bonne position pour reprendre le pouvoir.

Ces dynamiques électorales en France et en Allemagne ont plusieurs implications pour l'avenir de l'Europe.

En Allemagne, la reprise de pouvoir par la CDU pourrait signifier un renforcement de l'influence allemande au sein

de l'UE. Une Allemagne conservatrice pourrait ainsi devenir le seul véritable moteur politique de l'Europe, en l'absence d'une France influente. En Italie, Giorgia Meloni sort renforcée des élections mais, avec un pays très endetté, elle restera dépendante de ses partenaires et de la Commission. L'Europe centrale et orientale reste divisée et aux prises avec la guerre en Ukraine. Il reste Pedro Sánchez en Espagne qui, si son parti se maintient, est néanmoins arrivé derrière les conservateurs. Enfin, Donald Tusk arrive en tête en Pologne et est un partenaire naturel de Berlin.

Une Allemagne dirigée par les conservateurs pourrait alors très vite devenir le principal moteur du Conseil de l'Union européenne et du Conseil européen, surtout face à une France aux mains des eurosceptiques. Les chrétiens-démocrates allemands disposeraient alors, potentiellement, de la présidence de la Commission européenne, avec une Ursula von der Leyen probablement reconduite, et de la direction du principal État membre, avec la chancellerie fédérale.

L'Allemagne serait alors contrainte, avec la coopération d'autres États membres influents comme la Pologne dirigée par Donald Tusk, d'assumer pour la première fois seule sa place réelle de leader politique de l'Europe. Cela aurait des conséquences certaines sur les décisions vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine ou encore la politique industrielle et budgétaire de l'Europe.

Quelle serait alors la relation entre une Europe et une Allemagne sous le leadership de la CDU - et une France qui chercherait, par exemple, à briser les règles budgétaires qu'elle jugerait trop restrictives ?

Un moment Brexit sans "Frexit" ?

En France, même si le parti déclare ne plus vouloir sortir de l'UE ou de l'euro, une éventuelle prise de pouvoir du Rassemblement National entraverait tout nouveau projet perçu comme favorable à l'intégration européenne : pas d'investissement commun pour la politique industrielle,

pas de prélèvement de revenus propres à l'Europe, tous rejetés par le RN.

Cette victoire aurait également des répercussions probablement difficiles dans le cadre des discussions pour le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE qui commencera en 2028 et dont les négociations devraient commencer en 2025, le RN étant déterminé à **diminuer la contribution financière de la France afin de financer la baisse de la TVA sur les énergies fossiles**.

Au-delà des nouveaux projets, le RN, en jouant la carte nationale, aurait du mal à parvenir à des ententes à une échelle européenne sur la plupart des sujets (sur ce sujet, voir la dernière note de l'Institut Montaigne : *Union européenne : portée et limites des nationaux-populistes*). Cela est particulièrement vrai pour des enjeux cruciaux pour la France et l'Europe.

Le plus significatif de ces sujets est la politique énergétique ; pensons par exemple à une directive bas-carbone censée donner une place à l'énergie nucléaire en Europe, un projet porté par la France. Ce projet ne pourrait voir le jour puisque, si on en croit le programme du parti, celui-ci rejette catégoriquement "*l'ingérence européenne en matière de souveraineté énergétique*".

Autre point majeur de la politique du RN : sa proposition de quitter le marché européen de l'électricité "afin de réduire la facture des consommateurs". Il prône ainsi un retour "*aux tarifs français*", ce qui implique de faire peser une partie conséquente du coût de l'électricité sur le budget de l'État. Ces décisions isoleraient la France en la privant des initiatives européennes essentielles à la décarbonation et à la compétitivité énergétique du continent, comme l'intégration des réseaux électriques, et toutes les politiques visant à flexibiliser la production des énergies décarbonées.

Plus largement, et contrairement à l'idée que revenir à un "tarif français" ferait "baisser la facture", le **marché euro-**

péen intégré permet en fait une meilleure stabilité et sécurité de l'approvisionnement en électricité, favorise des prix plus compétitifs grâce à la concurrence entre les fournisseurs et facilite la transition énergétique grâce à l'interconnexion des réseaux. Quitter ce marché isolerait la France, réduirait les investissements privés et pourrait entraîner à terme une hausse des prix de l'électricité pour les consommateurs. De plus, cela compromettrait les objectifs climatiques européens, limitant ainsi la collaboration nécessaire pour développer des solutions durables et innovantes en matière d'énergie.

Au-delà de l'énergie, le RN s'oppose ou tergiverse sur des projets jusqu'ici vivement soutenus par la France mais qui nécessitent encore une mise en œuvre à Bruxelles. C'est le cas de la politique industrielle dans le cadre du Pacte vert, que le RN rejette. C'est également le cas du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, pour lequel le RN s'est abstenu, avant de soutenir désormais dans son programme la "*mise en place d'une véritable taxe carbone aux frontières européennes, instrument de protectionnisme intelligent en taxant les produits finis et semi-finis, plutôt que les matières premières comme imposé par l'UE*".

Cette réalité rendra également difficile la mise en œuvre de son programme au niveau national et mettra la France dans l'incapacité d'utiliser les institutions européennes à son avantage. Une telle situation, évidemment, réduirait l'influence de la France au sein de l'UE bien en deçà de son poids réel. **Un moment "Brexit" sans "Frexit".**

Blocages et dialogues : quelle politique européenne ?

L'Union européenne n'est bien évidemment pas composée uniquement de la France et de l'Allemagne, la Commission elle-même dispose d'un pouvoir de proposition déterminant. Néanmoins, politiquement, il faut un moteur au sein du Conseil européen (toujours occupé par Emmanuel Macron jusqu'à la fin de son mandat) et du

Conseil de l'Union européenne (qui pourrait être occupé par des ministres d'un gouvernement RN). Ce moteur politique se forme par des coalitions d'États membres, pour que les textes avancent. C'est précisément à ce niveau que les blocages et les complications peuvent survenir dans la configuration d'une France europhobe.

À moins de renier complètement sa matrice idéologique après les élections, une France dirigée par des forces souverainistes et eurosceptiques serait incapable de dialoguer efficacement au sein des institutions européennes. Par pure nécessité de politique intérieure, elle aurait la tentation d'essayer de bloquer les institutions européennes quand elle le pourrait.

Même si elle ne partage pas les mêmes valeurs, ni le même tissu idéologique, une telle France pourrait sur certains sujets s'aligner avec d'autres pays européens avec lesquels elle aurait des accointances ponctuelles - la Hongrie, la Slovaquie et l'Italie de Giorgia Meloni. C'est au niveau du Conseil de l'Union européenne que ces pays pourraient exercer un blocage. En effet, cette institution nécessite non seulement une majorité des voix (une par pays), mais aussi une majorité pondérée par la population des États membres (65 % de la population). Avec la France, le deuxième poids démographique de l'UE, cette configuration offrirait une plus grande possibilité de blocage. Cette stratégie ne sera pas évidente sur chaque dossier, mais pourrait influencer ou bloquer une partie du processus européen.

C'est particulièrement vrai pour toutes les questions relatives à l'ambition de faire transitionner l'Europe vers une économie post-carbone.

Un sujet de préoccupation concerne la directive européenne relative à l'ETS 2, le nouveau marché carbone couvrant les transports et les bâtiments en Europe. Cette directive n'a toujours pas été transposée en droit français et devrait bientôt être soumise à l'Assemblée nationale. **Le RN rejette ce texte et l'application d'une tarifica-**

tion carbone, qu'il qualifie d'écologie punitive. Malgré l'obligation légale de le faire, il semble difficile d'envisager l'adoption de ce texte dans un parlement à majorité RN, ce qui mettrait en péril une partie considérable de l'architecture européenne de décarbonation. Cette non-transposition aurait des conséquences potentiellement graves pour d'autres textes européens essentiels à la décarbonation de l'Europe, tels que **la fin des quotas gratuits sur l'ETS 1** (liée à la mise en place de l'ETS 2) **et la mise en œuvre de l'ajustement carbone aux frontières.**

Avec une France dirigée par le RN, une minorité de blocage existerait au Conseil de l'UE en cas de réouverture d'une ou plusieurs parties du paquet législatif lié au Pacte vert.

Il est fort à parier que la stratégie des partisans du Pacte vert (les verts, les S&D, une partie du PPE, et de Renew) serait alors de **ne pas rouvrir ce paquet législatif de peur que la France, en coalition avec d'autres États climatosceptiques, vote en faveur d'un abaissement de l'ambition de ces lois qui cadrent l'action de l'UE pour les -55 % de gaz à effet de serre en 2030.** La proposition concernant les objectifs 2040 est quant à elle dans des eaux troubles.

Cela aurait pour effet d'empêcher la réouverture des débats sur les règles du Pacte vert et donc de ne pas permettre de l'amender, même si cela s'avère nécessaire. On voit assez difficilement comment une politique industrielle à l'échelle européenne pourrait émerger dans ces conditions. Cela aurait potentiellement des répercussions considérables sur la capacité du continent à se préparer à l'après-carbone via une politique industrielle commune et coordonnée. On pense à la [déclaration d'Anvers](#), réunissant de nombreux industriels du continent et appelant à une véritable politique industrielle en faveur de la décarbonation, dont la traduction en législation deviendrait difficile. Plus largement, les modalités d'application du Net Zero Industrial Act - qui vise à rapatrier la production

de biens jugés critiques en Europe - pourtant en partie protectionniste, un sujet cher au parti, pourraient également être compromises car contraires à la vision de l'extrême droite française qui ne conçoit pas la décarbonation comme un des facteurs majeurs de l'économie mondiale de demain.

Une France en perte d'influence ?

Cette incapacité à coopérer de manière constructive nuira également au rôle traditionnel du pays dans les arènes multilatérales. La France a pourtant souvent joué un rôle important dans ces instances. On pense à l'Accord de Paris pour le climat, ou aux efforts pour soutenir l'Ukraine. Les conséquences seraient ainsi une refonte, temporaire, d'une vision française des affaires internationales, ce au détriment du multilatéralisme.

Dans son programme et ses discours, **le RN considère les arènes multilatérales comme néfastes, préférant une approche plus "bilatérale"**, quand elle est nécessaire aux intérêts nationaux. Cette perspective néglige l'importance de ces formats pour traiter des enjeux cruciaux de notre époque.

Bien que le RN propose une "[diplomatie écologique](#)" visant à "promouvoir le savoir-faire français en matière d'énergie décarbonée" (le nucléaire), il se désintéresse des affaires climatiques et relatives à la décarbonation. Il dénonce également, "l'écologie punitive" et affirme sa volonté de démanteler le secteur des énergies renouvelables - le programme de [2022](#) prévoit de démanteler les éoliennes existantes et d'arrêter de construire du solaire. **Cette mesure s'ajoute à la volonté de réduire drastiquement la TVA sur les énergies fossiles (de 20 à 5,5 %) - une subvention indirecte aux pays de l'OPEP et à la Russie.**

Au-delà du fait de ne pas vouloir lutter activement contre le changement climatique à la maison, **la "diplomatie écologique" du RN ne prend pas en compte, dans son**

programme, les défis économiques que la décarbonation imposera à terme à l'économie française. Ignorer ces défis pourrait aggraver les difficultés économiques et environnementales du pays, compromettant ainsi sa capacité à s'adapter aux exigences d'une économie qui se dirige inexorablement vers l'après-carbone. Avec ces mesures, **le RN adopte clairement une politique climatosceptique qui aura des conséquences pour la place de la France dans le monde.**

Il est donc très peu probable qu'une France dirigée par un RN qui dénonce le "terrorisme climatique" s'engage davantage en faveur de la coopération internationale sur ce sujet - l'action de la France dans ce domaine en serait alors marginalisée. **Avec la perspective d'un nouveau mandat Trump, cette situation porterait un coup très dur à l'action climatique multilatérale, dont la France a souvent été une championne.** L'alignement potentiel entre une administration Trump et un gouvernement RN en France affaiblirait encore da-

vantage les efforts internationaux pour lutter contre le changement climatique.

En résumé, la France pourrait, de son propre chef, être progressivement affaiblie en dehors de ses frontières, et probablement très déstabilisée à l'intérieur. L'Allemagne, avec un éventuel retour des conservateurs, pourrait être contrainte d'assumer son rôle de principal acteur politique et économique de l'Union. **L'avenir politique de l'Europe, ces prochaines années, pourrait donc se dessiner en grande partie entre Bruxelles et Berlin.**

Paris, de son côté, naviguerait dans une ère d'instabilité et de repli sur soi. Ce, alors que de nombreux dossiers cruciaux chers à la vision française des choses se profilent en Europe. Il s'agit notamment de **l'avenir de l'industrie européenne dans un monde en voie de décarbonation, du futur de la défense européenne et des relations commerciales dans une époque d'extraordinaire incertitude globale.**